



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article267>

Contre la répression et l'occupation israéliennes à Jérusalem-Est

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : jeudi 29 octobre 2009

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La France et l'Europe doivent forcer Israël à respecter le droit international

Le gouvernement israélien d'extrême-droite a multiplié ces derniers mois les exactions à Jérusalem-Est. Les forces d'occupation israéliennes sont encore une fois pénétrées hier sur l'Esplanade des mosquées pour réprimer les manifestants palestiniens. Ces derniers s'étaient mobilisés contre le projet de groupes de colons de faire une incursion sur ce haut lieu saint musulman.

Jérusalem-Est est un territoire palestinien, occupé et annexé depuis plus de 40 ans en contradiction avec les résolutions des Nations-Unies, soumis à l'arbitraire de la politique israélienne qui vise à exclure les Palestiniens de la ville au profit des colons israéliens. Pour assurer son contrôle et sa domination, Israël, qui se définit comme "l'Etat juif", exerce une discrimination systématique à l'encontre des Palestiniens de la ville, qui vivent sous la menace permanente d'expulsion et de destruction de leurs maisons, et comme l'ensemble du peuple palestinien, subissent la privation de leurs droits politiques et nationaux.

Israël a déjà pratiquement fini de construire le Mur qui achève l'annexion de la ville et sa séparation du reste de la Cisjordanie. Israël fait tout pour empêcher le partage de la ville indispensable à tout accord de paix fondé sur le droit. Ce faisant, Israël confisque aux Palestiniens leur capitale historique, politique, culturelle, économique et religieuse.

Les provocations récurrentes de l'occupation israélienne sur l'Esplanade des Mosquées sont une partie intégrante de cette politique qui bénéficie du silence des dirigeants occidentaux. Il est clair aussi que le gouvernement israélien multiplie les efforts pour reléguer au second plan les accusations sérieuses de crimes de guerre voire de crimes contre l'humanité formulées dans le rapport des Nations-Unies dirigé par le juge Goldstone.

Nos organisations marquent leur soutien à la lutte du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits, notamment à Jérusalem. Nous demandons au gouvernement Français d'agir contre la répression israélienne et les violations du droit international.

Nous rappelons notre demande de mettre fin à l'impunité d'Israël, notamment en suspendant l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël ainsi que la coopération militaire France / Israël.

Premiers signataires : AFD (Alliance for Freedom and Dignity), AFPS, Américains contre la Guerre AAW, Association pour les jumelages entre les camps de refugies Palestiniens et les villes Française (A.J.P.F.), ATMF, CCIPPP, CMF, Collectif Judeo Arabe et Citoyen pour la Paix, CPPI St Denis, La Courneuve Palestine, CVPR PO, Droit Solidarité, Femmes en Noir - FEN, Génération Palestine, MRAP, NPA, PCF, PSM, Solidaires, UJFP